

France Télécom absorbe Wanadoo, l'Etat passe sous les 50%

Après avoir repris plus de 95,2% des actions de Wanadoo, France Télécom annonce une prochaine étape importante qui ne manquera pas de provoquer des réactions. L'opérateur historique a en effet décidé de fusionner la maison mère et sa filiale Internet.

Les 4,8% d'actions restantes seront rachetées avec des actions France Télécom pour un montant de 1,8 milliard d'euros en 'cash' avec en outre l'émission de 64,8 millions d'actions nouvelles. Conséquence mécanique de cette fusion, la part de l'Etat dans l'opérateur passe sous la barre des 50% à 49,8% en base diluée. Cela ressemble donc à une privatisation. Faux! répond Thierry Breton, le p-dg du groupe. « A l'issue de l'opération, l'Etat pourrait passer à 49,8% mais ceci est théorique », a expliqué le président, lors d'une conférence téléphonique. En effet, la part de l'Etat sera de 52,5% en « non dilué ». Car le calcul en base diluée est théorique. Il correspond à la conversion des titres à durée indéterminée remboursables en actions qui doit se faire à un cours de 40,09 euros. Cours dont l'opérateur est encore loin (il avoisine actuellement les 21 euros). La fusion, qui doit être approuvée par deux tiers des actionnaires de Wanadoo, augmentera de 500 millions d'euros les fonds propres de France Télécom. **Des résultats en hausse grâce à Orange**

Le groupe a généré des revenus trimestriels de 11.447 millions d'euros contre 11.376 millions, soit une hausse de 0,6%. Son résultat d'exploitation avant amortissement est de 4,3 milliards d'euros (+4,3%). Le résultat d'exploitation est ressorti à 2,55 milliards (+16,3%) contre une anticipation de 2,48 milliards.

Orange, qui compte 50,082 millions de clients (+11,5% en un an) a enregistré des revenus de 4.678 millions contre 4.255 millions il y a un an. Wanadoo a réalisé un chiffre d'affaires de 636 millions d'euros contre 567 millions. Le fournisseur de services internet compte 9,348 millions de clients (+6,5%), dont 2,868 millions au haut débit par câble et ADSL (+77,9%), l'essentiel de la croissance venant de France. Le fixe continue à se replier. Les services grand public sont en baisse de 3,2% à 2,736 milliards d'euros du fait des baisses tarifaires (communications fixe vers mobile plus gratuité de la liste rouge) et des pertes de parts de marché face à la concurrence. Enfin, Equant accuse une baisse de 17,8% de ses revenus à 563 millions d'euros.